

L'ONU demande au Burundi de revenir sur la radiation d'Iteka

Voice of America, 04 janvier 2017 Les Nations unies se sont déclarées mercredi "tristes d'âmes" de la décision du gouvernement burundais de radier la plus ancienne ligue burundaise des droits de l'homme, Iteka, et lui ont demandé d'annuler cette décision. Cette ONG, active depuis 1991, "accomplit un travail essentiel pour surveiller et documenter les violations des droits de l'homme commises en Burundi", un pays où la situation dans ce domaine "est précaire", a souligné le porte-parole adjoint de l'ONU Farhan Haq (photo).

Les violences au Burundi ont fait plus de 500 morts et poussé plus de 300.000 personnes à quitter le pays depuis avril 2015. "Nous demandons au gouvernement", a-t-il ajouté, "de revenir sur sa décision et de reconsidérer aussi les restrictions imposées à d'autres organisations de défense des droits de l'homme et de la société civile sanctionnées depuis trois mois". Iteka ("dignité" en kirundi, la langue nationale), était suspendue d'activités depuis le début de la crise déclenchée par la décision en avril 2015 du président Pierre Nkurunziza de se représenter pour un troisième mandat, qu'il a obtenu en juillet de la même année. Mais les autorités ont décidé de la dissoudre, en représailles après la publication en novembre d'un rapport co-crit avec la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) - qu'elle représente au Burundi -, qui faisait le point sur la répression gouvernementale et les violations massives des droits de l'homme. Iteka rejoint la liste des principales ONG indépendantes burundaises à avoir été dissoutes. Les grandes figures de la société civile et les responsables des médias indépendants sont eux en exil. Avec AFP

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});